

Josette Touzet (ATTAC <http://local.attac.org/attac33/>)

Attac est une association d'éducation populaire tournée vers l'action (A.T.T.A.C. = association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens).

On peut dire que c'est un « Think Tank » antilibéral !

Le support de documentation sur les retraites : un diaporama de Jean-Marie Harribey (comité scientifique d' ATTAC).

La réforme des retraites nous est présentée comme inéluctable, par une opération publicitaire qui laisse la population abasourdie par la valse des milliards....

Nous voulons une solidarité entre les salariés du public et ceux du privé pour obtenir une bonne retraite pour tous : le calendrier est serré : présentation du projet de réforme en juillet au Conseil des ministres et en septembre au Parlement pour approbation. Sarkozy avait dit « je ne toucherai pas aux retraites », mais avec l'accroissement des déficits publics et la cure d'austérité imposée aux Etats, la situation a changé. Il s'agit surtout de donner des gages aux « Marchés », c'est la population qui paie la crise, l'atteinte aux retraites continue dans ce sens.

Autre chose que la régression est possible.

On peut agir sur trois leviers :

- allongement de la durée du travail
- diminution des pensions
- augmentation des cotisations (le gouvernement ne veut pas en entendre parler)

ETAT DES LIEUX

il existe, en gros, deux systèmes de retraites :

1. la retraite par répartition
2. la retraite par capitalisation

les retraites versées sont toujours (dans les deux cas) une part de la richesse produite au même moment par les actifs, mais avec une large mutualisation dans le cas 1. alors que dans le cas 2. l'épargnant a droit à des « à valoir » qui sont des créances sur l'avenir.

Encore faut-il que la richesse soit au rendez-vous.

Dans le cas 1. il y a une complète transparence de l'opération, les actifs paient les pensions de retraite. Dans le cas 2. c'est l'opacité des marchés financiers avec les fonds de pension.

Les retraites sont une part de la richesse produite, s'il n'y a pas assez d'actifs, le problème est le même dans les deux systèmes.

Efficacité :

dans le cas de la retraite par répartition l'efficacité dépend de la répartition plus ou moins favorable aux travailleurs entre salaires et profits.

Dans le cas de la retraite par capitalisation, il n'y a aucune garantie pour l'avenir et une plus grande sensibilité aux évolutions démographiques. Actuellement ce système est au bord de la faillite, notamment aux USA. De plus, les cotisations sont déduites des impôts, ce qui revient à faire

payer...les autres.

Exercice de la Démocratie :

Retraites par répartition : le montant de la pension dépend d'une décision politique, ce qui est un gage de démocratie.

Retraites par capitalisation : le montant de la pension est fixé par les marchés financiers. S'il y a un problème, les fonds de pension sont au bord de la faillite et les Etats ne peuvent rien faire (alors que dans le cas 1. on peut augmenter le niveau des pensions.)

la coexistence des deux systèmes est illusoire, ils ne peuvent pas s'additionner : dans le cas 1. si les salaires augmentent le système se porte bien, dans le cas 2. c'est l'inverse.

La suprématie du système répartition est qu'il va au-delà du domaine économique : domaine social, culturel, symbolique : il s'agit de la dette sociale transgénérationnelle – le don et le contre-don, fondement des sociétés humaines--.

LA DEMOGRAPHIE:

le C.O.R. (Conseil d'Orientation des Retraites) nous dit :

« on vit plus vieux donc on travaille plus longtemps ».....

en 2000 il y avait 4 retraités pour 10 actifs

en 2040 il y aura 7 ou 8 retraités pour 10 actifs

tout cela est démenti par la réalité des chiffres :

61,5 ans = âge moyen de la retraite dans le privé (à cet âge 2/3 des salariés sont sans emploi)

58,5 ans = âge moyen auquel les salariés du privé cessent de travailler.

58 ans = âge moyen du départ à la retraite dans la fonction publique.

LA NOUVELLE REFORME ET LES REFORMES PRECEDENTES :

on nous parle

- du recul ou de la suppression de l'âge de la retraite
- de l'allongement du temps de cotisations
- de changer le régime des retraites

en 1993 : réforme Balladur : le privé passe à 40 ans de cotisations (le public reste à 37,5 ans) ; le calcul de la pension se fait sur les 25 au lieu des 10 meilleures années ; le montant des pensions est indexé sur les prix et non plus sur les salaires.

En 2003 : réforme Raffarin-Fillon : on passe, dans le public de 37,5 à 40 ans de cotisations « pour égaliser le système »

le « vieillissement de la population » est une fausse évidence : le schéma de la nouvelle réforme reste le même ; le gouvernement joue sur un amalgame et une occultation

- s'inscrire dans l'ensemble des mesures qui visent, en France, à détruire le programme de Conseil National de la Résistance. Au niveau européen, mise en oeuvre de la fameuse « stratégie de Lisbonne » (Jospin-Chirac).
- Avec la crise, accélération brutale pour donner des gages aux marchés financiers, dans tous les pays d' Europe, avec quelques variantes locales.

DEMONTAGE DES ARGUMENTS FALLACIEUX DU MEDEF ET DU GOUVERNEMENT.

- le report de l'âge du départ à la retraite n'est pas une réalité : le seul résultat et but recherché est la diminution du montant des pensions.
- « il n'y aura pas assez d'actifs » : même si on actionne les leviers que sont l'augmentation de l'âge du départ et l'augmentation de la durée des cotisations, ce sera insuffisant : il manquera 35 milliards par an. La projection du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) prévoyait un effondrement de la population active, or elle croît et continuera à croître jusqu'en 2015 (cf JM Harribey pour la source des statistiques). Ce vieillissement de la population, ce n'est pas sûr qu'il se poursuive, vu les conditions de vie de certaines classes. Le COR prévoit sur la tranche des actifs de 25/30 ans, un taux d'emploi des femmes de 15% inférieur à celui des hommes, ce qui serait renoncer à toute politique visant l'égalité H/F !
- Le financement : il faut trouver des ressources qui le garantissent. **Là il s'agit d'un choix politique de justice et de solidarité**
- **Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté des richesses : voilà le grand tabou à faire sauter.**

Il est normal d'augmenter les prélèvements sur les richesses : il faudrait entre 1,7 et 3 points de PIB. Aujourd'hui la masse salariale a perdu 9 points de PIB en 30 ans alors qu'ont explosé les dividendes et revenus financiers (en 2009, + 75% de leurs bénéfices)

NOS SOLUTIONS

depuis 40 ans on a vu le PIB passer de 6% à 12,43% : et on aurait du mal à trouver 3% de plus pour financer les retraites, jusqu'en 2050 ?

le relèvement des cotisations, notamment des participations patronales, est la seule solution que le gouvernement refuse de considérer, c'est un choix idéologique. Selon le COR, il faudrait 10,4 points de PIB en plus en 2050, soit 0,26 points par année de cotisations. C'est dérisoire, et tout à fait possible à condition de remettre en cause le partage de la valeur ajoutée. Cela doit se faire dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité et des prélèvements, en prenant en compte les revenus qui jusqu'ici échappent au financement. Soit 11,6 milliards de recettes sur les revenus financiers et 30 milliards si l'on supprime les exonérations de charges patronales. En même temps une politique favorable à l'emploi et aux salaires permettra une augmentation des cotisations sociales.

L'argument de la compétitivité ne tient pas la route, le scénario est valable en maintenant le niveau actuel des coûts de production. Le financement sur le partage des gains de production ne signifie pas qu'on parie sur une croissance annuelle forte.

EN CONCLUSION :

- il s'agit d'un problème plus politique qu'économique, **ce qui est en jeu c'est un choix idéologique**, pas autre chose.
- **Nos solutions sont incompatibles avec la logique actuelle** des grandes institutions financières internationales, de l'Union Européenne et de nos gouvernements .
- Nos propositions s'inscrivent dans une lutte globale contre cette logique.
- **Cette lutte nécessite une convergence de tous les mouvements sociaux** : même combat pour l'éducation, la santé, l'emploi, le chômage, la recherche etc.

ACTIONS EN COURS

- ATTAC avec la FONDATION COPERNIC propose une pétition : Faire entendre les

exigences citoyennes sur les retraites <http://petition.exigences-citoyennes-retraites.net/>

- Création de comités de défense des retraites à travers la France
- grand meeting, à Paris, le 19 juin, avec notamment : Frédéric Lordon, Susan George, J. Galbraith,)
- avancer politiquement l'idée d'un référendum (ou votation citoyenne ?)

@@

Gilbert Hanna (Solidaires 33 <http://www.solidaires33.fr/>)

Le problème : il s'agit plutôt d'un choix politique que d'une vision comptable. Pour nous la question c'est qu'en général le patronat va toujours dans le même sens : tuer au maximum tous les avantages qui ont été obtenus.

- Déjà en 1910 il avançait l'argument démographique : il n'y avait pas assez d'enfants....
- à la Libération, encore l'argument démographique : il y avait...trop d'enfants..., la paysannerie était en baisse, on n'allait plus pouvoir nourrir tout le monde.
- Maintenant : c'est le papyboom qui menace....

Cet argument est faux.

Le gouvernement en place utilise les fonds publics pour faire de la publicité dans tous les journaux. Chaque fois que nous faisons une intervention publique, nous sommes accusés de « déprimer les marchés »....

mais c'est un argument qui marche...

Syndicalement : dans l'histoire du mouvement ouvrier, les acquisitions par la lutte vont souvent avec un changement de régime politique. Nous avons été quatre fois gagnants :

- en 1980 contre Barre le ticket modérateur
- en 94 contre Balladur le "smic jeunes",
- en 95 contre Juppé réformes des régimes spéciaux
- et 2006 contre le CPE.

La seule revendication relativement unitaire que nous avons aujourd'hui : on ne casse pas les 60 ans. Sur l'allongement du temps de cotisations, il y a différents points de vue syndicaux qui sèment le trouble et le flou, du coup on arrive difficilement à mobiliser sur ce genre de questions.

A Solidaires, on a fixé les points de revendication suivants :

- les 60 ans
- Débat sur le partage du temps de travail (qui était dans les promesses de F. Mitterrand). Aujourd'hui on a du chômage, de la précarité, mais le patronat passe par-dessus, il veut faire sauter les 60 ans.
- On dit 37 ans ½ à taux plein – déjà, ce n'est pas beaucoup, les primes ne sont pas prises en compte-
- pas de pension de retraite inférieure au SMIG, sinon avec l'augmentation du prix de l'énergie et de tout le reste, ça devient catastrophique.
- Suppression des mesures de Balladur et Fillon (1993 et 2003)

DEBAT.

- On dit qu'il y a deux courants dans le mouvement syndical (CFDT-CGC-FO/FSU-CGT-Solidaires) qu'en est-il ?

C'est plus compliqué que ça, plus flou : il y a plusieurs groupes, avec des sous-groupes dans tous....du 7 au 11 juin aura lieu le congrès de la CFDT, on verra comment ça va évoluer.

- Il est très important de ne pas dissocier les retraites de l'emploi: il y a 4 ou 5 ans on nous promettait que grâce au papyboom, les gens allaient partir massivement à la retraite et que ça libérerait du travail pour les jeunes ; maintenant on nous dit : il faut plus de cotisations mais les gens ne travaillent pas plus longtemps en réalité, c'est une arnaque. Il faut refuser de débattre des retraites si on ne débat pas en même temps du travail – et notamment du travail des jeunes.
Admettons qu'on travaille jusqu'à 67 ans : à partir de 63 ou 64 ans, on commence à avoir des problèmes de santé, les patrons accepteront-ils qu'augmentent leurs charges pour la sécu ? C'est une question à travailler avec la COSS.
- L'activité économique est une question importante : avec la mondialisation, les entreprises ferment, le chômage augmente partout, que dit Attac par rapport à la mondialisation ? Avec quoi allons-nous payer notre gaz, notre pétrole ?

Ce ne sont pas forcément les multinationales qui vont être génératrices d'emplois, désormais. De plus en plus on commence à relocaliser (problèmes de transports coûteux, de qualité). L'activité diminuera, ainsi que la production, mais c'est un problème de partage de richesses.

On ne peut pas défendre les solutions en les maintenant dans le système néo-libéral actuel – dans le cadre des traités européens notamment. Depuis 50 ans, la moyenne de la productivité augmente de 1,3 par an ; même si le nombre d'actifs diminue dans les 50 prochaines années, c'est deux fois moins d'activité pour produire 4 fois plus ! (et sans que ce soit une augmentation du productivisme) : c'est bien une question de répartition.

- Le gain en allongement de vie n'est pas d'un trimestre, mais de beaucoup moins : ceux du babyboom ont gagné 1 an ½ d'allongement de leur vie. L'allongement de la durée des cotisations – 2 ans ½ – a augmenté nettement plus que la durée de vie. C'est un argument que personne n'avance (cf. A. Remond dans le cadre d'un débat à Pessac après le film « Mamouth »)

- Quelle est la logique de ceux qui veulent qu'on travaille plus longtemps alors qu'un emploi jeune coûte moins cher qu'un emploi vieux ?

leur logique est financière : au bout du compte il s'agit de faire baisser les pensions. A France Telecom, ils font partir les gens à 58 ans (au dernier plan, à 57 ans) avec négociation individuelle sur la prime de départ et le salarié est tenu au secret professionnel....il y a des syndicats qui ont signé ces dispositions !

Quand un salarié âgé est au travail, il coûte beaucoup plus cher qu'un jeune. Quand il part à la retraite, ça fait un gros salaire + un jeune à payer : il y a intérêt à ce que les jeunes meurent de faim ou soient à la charge de leurs parents. La part salariale baisse même si les jeunes travaillent.

➤ Nous sommes véritablement dans un changement de société : tout ce qui est solidarité sociale est attaqué. « notre but est de défaire méthodiquement tout ce qui a été mis en place par le Conseil National de la Résistance »...C'est dit. (L'ex-vice-président du Medef, Denis Kessler, évoquait dans le magazine *Challenges* du 4 octobre 2007 la liste des réformes programmées par Nicolas Sarkozy : "*C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance.*").

➤ la question est aussi morale. Aujourd'hui, regardez les publicités faites sur les pensions privées ; la différence entre répartition (solidaire) et capitalisation, c'est qu'on ne cotise jamais pour soi, on cotise pour ceux qui sont à la retraite, pour ceux qui sont malades ; mais dans la capitalisation, je ne vais pas la gérer. C'est une question de solidarité entre les générations, qui constitue, de tous temps, les sociétés humaines. **Nous sommes devant une remise en cause de la société humaine en soi.**

Aujourd'hui les mutuelles sont devenues des assurances privées. La Préfonds et la Mutuelle Générale proposent aux fonctionnaires de faire une capitalisation par points..elles ont joué en bourse..elles ont perdu....les retraites versées vont baisser.

- Il est difficile de convaincre les salariés de venir se battre ensemble. Pourtant il faut que nous trouvions les moyens de refuser cette politique-là.
A l'école aujourd'hui on voit le projet de suppression de 10000 postes, en augmentant d'un élève les effectifs de toutes les classes....
Si on se bat seul, on perd.
Comment faire pour mobiliser tout le monde ?
Si on veut gagner quelque chose il faut qu'il y ait une perspective gagnable, syndicalement gagnable.
- Ce qui motive les gens, c'est aussi qu'on soit crédibles : le sommes-nous ? (gouvernants, Attac, syndicats etc.) ne sommes-nous pas dans le « ya-ka-faut-kon » ? lors des immenses grèves de 2009, très vite les syndicats se sont fait peur et se sont demandé comment ils allaient s'y prendre pour éteindre l'incendie....on a un problème ! Le parlement accepte, grosso modo, les syndicats ne veulent pas aller jusqu'au bout, Attac dit ce qu'il faudrait mais qu'est-ce qui est proposé concrètement pour mettre fin à la concurrence sauvage ? En 2050....le monde aura complètement changé, on aura peut-être fait deux ou trois guerres mondiales....

ce sont des débats qui ont lieu dans les syndicats, là où il y en a, c'est compliqué, il y a pas mal de salariés qui sont opportunistes, aussi. Il y a des boîtes où il n'y a pas de syndicat, pas de débat. Quand on monte dans les escaliers pour distribuer des tracts on se rend compte que l'argumentation, la retraduction de tout ça, n'est pas simple.... tout le discours idéologique, les propositions, ce n'est pas crédible, les gens de la rue sont sur un débat plus large.

